ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 5 octobre 1966, d'une demande d'avis sur :

1° un projet d'arrêté royal "portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets",

2° un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 10 avril 1958 relatif au personnel technique des laboratoires de police scientifique et accordant des échelles de traitements compensatoires à certains officiers et agents judiciaires près les parquets",

a donné le 24 octobre 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e oktober 1966 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over :

1° een ontwerp van koninklijk besluit "houdende bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten",

2° een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 april 1958 betreffende het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie en tot toekenning van compensatieweddeschalen aan bepaalde officieren en agenten bij de parketten",

heeft de 24e oktober 1966 het volgend advies gegeven

Les deux projets d'arrêté soumis au Conseil d'Etat ont pour objet :

1° d'établir à nouveau le statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets (L.9811);

2° de fixer l'échelle compensatoire à attribuer aux agents qui en bénéficient en vertu de l'article 4 de l'arrêté royal du 18 août 1964 (article 2 du projet L.9812);

3° de fixer les conditions auxquelles le chef de laboratoire (universitaire) à Bruxelles peut être nommé "principal" (article 1er du projet L.9812).

Il est plus rationnel de grouper dans un même arrêté les dispositions de caractère pécuniaire (n^{os} 1 et 2 ci-dessus).

Le projet L. 9812 pourrait dès lors être rédigé comme suit :

ARRETE ROYAL MODIFIANT L'ARRETE ROYAL DU 10 AVRIL 1958 RELATIF AU PERSONNEL TECHNIQUE DES LABORATOIRES DE POLICE SCIENTIFIQUE.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifiée par les lois du 21 août 1948 et du 6 juillet 1964;

.../...

Vu l'arrêté royal du 10 avril 1958 relatif au personnel technique des laboratoires de police scientifique, notamment l'article 4, modifié par l'arrêté royal du 18 août 1964;

Vu l'avis du Comité de consultation syndicale des polices judiciaires des parquets;

Vu l'avis du Comité régulateur des polices judiciaires des parquets;

Vu l'accord du Ministre-Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, donné le 9 juin 1966;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

L'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 10 avril 1958 relatif au personnel technique des laboratoires de police scientifique est remplacé par la disposition suivante :

"§ 2. Sous réserve de l'article 1er, § 4, de l'arrêté royal du 3 avril 1929, le chef du laboratoire de Bruxelles, porteur du diplôme universitaire exigé et qui a satisfait à une épreuve de confirmation professionnelle , ainsi que le chef de laboratoire, porteur du diplôme du cours supérieur de l'école de criminologie et de police scientifique, sont nommés chef de laboratoire principal après huit années d'ancienneté de grade".

.../...

Article 2.-

Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté .

...

... +

+ +

Les modifications apportées au texte proposé par le Gouvernement se justifient comme suit :

INTITULE.

Le changement de rédaction est la conséquence de la nouvelle présentation proposée ci-dessus.

PREAMBULE.

Il est inutile de viser l'arrêté royal du 28 janvier 1956 que le projet L. 9811 abroge.

Le projet apporte une modification à l'article 4 de l'arrêté royal du 10 avril 1958; c'est à cette disposition telle qu'elle est actuellement rédigée qu'il convient de se référer.

Le Conseil d'Etat ayant proposé de reporter dans le projet L. 9811 la disposition ayant des effets pécuniaires (article 2), il est inutile de viser l'accord du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget.

DISPOSITIF.

1. Plutôt que d'ajouter un alinéa à l'article 4, § 2, de l'arrêté royal du 10 avril 1958, ce qui entraîne des répétitions, il est proposé de refondre cette disposition.

.../...

2. Selon les explications données par le fonctionnaire délégué, l'épreuve de confirmation professionnelle qui sera imposée au chef du laboratoire de Bruxelles n'est pas, en dépit de la similitude des termes, l'examen de confirmation professionnelle dont l'objet est précisé par l'article 25 de l'arrêté du 20 juillet 1964 relatif aux épreuves de recrutement et de carrière des agents de l'Etat. Le projet ne définit pas la nature de l'épreuve; il appartiendra au Roi de le faire.

3. L'expression "chef de laboratoire (universitaire) à Bruxelles" peut prêter à équivoque; mieux vaudrait utiliser l'expression qui figure dans l'article 3 de l'arrêté royal du 14 octobre 1966 (Moniteur belge du 22 octobre 1966). Celle-ci devrait être reprise dans les autres dispositions où il est question de cet agent, notamment dans le tableau annexé au projet L. 9811.

4. Le projet produit ses effets le 1er janvier 1964. On aperçoit d'autant moins la raison d'être de cette rétroactivité, en ce qui concerne l'article 1er, qu'au dire du fonctionnaire délégué, l'emploi du chef de laboratoire de Bruxelles n'est pas pourvu d'un titulaire.

Il n'y a, dès lors, pas de motif de s'écarter de la règle légale selon laquelle les arrêtés royaux sont obligatoires dans tout le Royaume le dixième jour après celui de leur publication, à moins qu'ils ne fixent un autre délai. En conséquence, l'article 3 du projet doit être omis.

\+

\+ \+

Le Conseil d'Etat propose d'apporter les modifications suivantes au projet L. 9811.

PREAMBULE.

1° Le projet trouve son fondement légal dans les articles 1er, 5 et 6 de la loi du 7 avril 1919, qu'il faut viser comme suit :

"Vu la loi du 7 avril 1919 instituant des officiers et agents judiciaires près les parquets, notamment l'article 1er, modifié par la loi du 21 août 1948, et les articles 5 et 6;".

2° L'arrêté royal du 28 janvier 1956 - à l'exception d'une disposition étrangère au statut pécuniaire - étant abrogé par le projet, il n'y a pas lieu de le mentionner au préambule.

3° Il convient d'obtenir l'accord du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget et de mentionner la date de cet accord.

Pour mieux marquer la portée exacte du projet, il est proposé d'insérer dans le préambule le considérant suivant :

"Considérant qu'il y a lieu d'apporter au statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires les modifications nécessaires pour le mettre en harmonie avec le nouveau statut pécuniaire du personnel des Ministères et de reprendre dans un seul arrêté les règles actuellement applicables à ces officiers et agents;".

.../...

DISPOSITIF.

Article ler.

L'article ler de l'arrêté royal du 28 janvier 1956, modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1965, dispose:

"Les règles du statut pécuniaire du personnel des Ministères sont applicables aux officiers et agents judiciaires près les parquets".

Le Gouvernement n'ayant pas l'intention de modifier cette disposition quant au fond, il ne s'indique pas, comme le fait le projet, de se référer à l'arrêté royal du 22 juillet 1964 mais de reprendre telle quelle la disposition précitée.

Article 9.

Cette disposition serait mieux à sa place dans le tableau annexé à l'arrêté; elle devrait y figurer en dessous de la rubrique relative au chef du laboratoire de police scientifique de Bruxelles.

Un nouvel article 9 pourrait reprendre la disposition transitoire faisant l'objet de l'article 2 du projet L. 9812.

Article 10.

Cet article dispose que l'arrêté royal du 6 mars 1951 relatif à la prise en considération des services prestés à la suite d'une nomination déclarée nulle pour l fixation des traitements de certaines catégories du personnel de l'Etat, cesse d'être applicable aux officiers et agents judiciaires près les parquets. Cet arrêté ayar

été abrogé par l'article 48, 7°, de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique et la matière étant actuellement réglée par l'article 41 de l'arrêté royal du 22 juillet 1964, l'article 10 du projet devrait être omis.

Article 11.

Cette disposition a été introduite dans l'arrêté du 28 janvier 1956 (article 13) afin de soumettre les officiers et agents judiciaires au même régime que les agents de l'Etat en ce qui concerne l'attribution des allocations de foyer et de résidence . Encore qu'elle ait donné lieu à des critiques du Conseil d'Etat, l'utilité de cette disposition se justifiait à une époque où la réglementation générale sur les allocations de foyer et de résidence - l'arrêté royal du 16 mars 1950 - n'était pas applicable aux officiers et agents judiciaires . Ce n'est plus le cas aujourd'hui , puisque l'arrêté royal du 22 juillet 1964 attribuant une allocation de foyer et une allocation de résidence au personnel des Ministères prévoit, en son article 1er, qu'il s'applique au personnel régi par le statut pécuniaire du personnel des Ministères et inclut, par le fait même, les officiers et agents judiciaires dans son champ d'application.

L'article 11 du projet doit donc être omis.

.../...

Article 12 à 14.

Ces articles, sous réserve des modifications proposées ci-après, devraient figurer dans un chapitre III - Dispositions finales, si la division en chapitres est maintenue (voir l'observation finale).

Article 13.

D'après le fonctionnaire délégué, l'intention du Gouvernement est d'abroger l'arrêté royal du 28 janvier 1956, à l'exception de l'article 10 qui a remplacé l'article 2 de l'arrêté du Régent du 30 mai 1949 par un texte nouveau comprenant , dans sa version actuelle, non seulement des 1°, 2° et 3°, mais également un 4°.

Cette intention serait mieux exprimée par la formule suivante :

"L'arrêté royal du 28 janvier 1956 portant statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires près les parquets, modifié par les arrêtés royaux du 23 juillet 1957 et du 29 avril 1965, est abrogé, à l'exception de l'article 10."

Articles 12 et 14.

L'intention du Gouvernement est de faire produire ses effets au nouveau statut pécuniaire des officiers et agents judiciaires, aux mêmes dates que l'arrêté du 22 juillet 1964 portant statut pécuniaire du personnel des Ministères.

Cette intention serait mieux traduite par le texte suivant :

"Le présent arrêté produit ses effets le 1er août 1964. Il est toutefois applicable , pour chacun des mois compris entre le 1er juillet 1962 et le 31 juillet 1964, lorsque le régime pécuniaire qu'il prévoit assure à l'agent une rétribution nette supérieure à celle dont celui-ci bénéficiait sous le régime pécuniaire établi par l'arrêté royal du 29 avril 1965".

OBSERVATION FINALE.

La division du dispositif en chapitres ne se justifie pas, eu égard au nombre restreint d'articles qu'il comporte.

De twee aan de Raad van State voorgelegde ontwerpbesluiten hebben tot doel :

1° de bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten opnieuw vast te stellen (L.9811) ;

2° de compensatieweddeschaal vast te stellen voor de ambtenaren die daarvoor krachtens artikel 4 van het koninklijk besluit van 18 augustus 1964 in aanmerking komen (artikel 2 van ontwerp L.9812) ;

3° de voorwaarden te bepalen waaronder de chef van het laboratorium (academicus) te Brussel tot "eerstaanwezend laboratoriumchef" kan worden benoemd (artikel 1 van ontwerp L.9812).

Het ligt meer in de rede, de bepalingen die op de bezoldigingsregeling betrekking hebben (nrs 1 en 2 hiervoren) in eenzelfde besluit te groeperen.

Ontwerp L.9812 zou derhalve als volgt kunnen worden geredigeerd :

KONINKLIJK BESLUIT TOT WIJZIGING VAN HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 10 APRIL 1958 BETREFFENDE HET TECHNISCH PERSONEEL VAN DE LABORATORIA VOOR WETENSCHAPPELIJKE POLITIE.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de wetten van 21 augustus 1948 en 6 juli 1964 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 april 1958 betreffende het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie, inzonderheid op artikel 4, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 augustus 1964 ;

Gelet op het advies van de syndicale raad van advies van de gerechtelijke politie der parketten ;

Gelet op het advies van het regelingscomité van de gerechtelijke politie der parketten ;

Gelet op het akkoord van de Minister-Staatssecretaris voor het Openbaar Ambt, gegeven op 9 juni 1966 ;

Gelet op het advies van de Raad van State ;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

Artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 10 april 1958 betreffende het technisch personeel van de laboratoria voor wetenschappelijke politie wordt door de volgende bepaling vervangen :

"§ 2. Onder voorbehoud van artikel 1, § 4, van het koninklijk besluit van 3 april 1929, worden de chef van het laboratorium te Brussel die houder is van het vereiste universitair diploma en geslaagd is voor een examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid, alsook de laboratoriumchef die houder is van het diploma van de hogere cursus van de school voor criminologie en criminalistiek, tot eerstaanwezend laboratoriumchef benoemd na acht jaar anciënniteit in de graad".

.../...

Artikel 2.-

Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit .

...
...
+
+ +

De wijzigingen die in de door de Regering voorgestelde tekst zijn aangebracht, kunnen als volgt worden verantwoord :

OPSCHRIFT.

De gewijzigde redactie is het gevolg van de nieuwe inkleding zoals die hierboven is voorgesteld.

AANHEF.

Het is onnodig te verwijzen naar het koninklijk besluit van 28 januari 1956, dat door ontwerp L.9811 wordt opgeheven.

Het ontwerp brengt een wijziging aan in artikel 4 van het koninklijk besluit van 10 april 1958 ; naar die bepaling, zoals zij thans gesteld is, behoort te worden verwezen.

Nu de Raad van State heeft voorgesteld de bepaling met geldelijke gevolgen (artikel 2) over te brengen naar ontwerp L.9811, is het onnodig melding te maken van het akkoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting.

.../...

ARTIKELEN.

1. Liever dan aan artikel 4, § 2, van het koninklijk besluit van 10 april 1958 een nieuw lid toe te voegen, hetgeen tot herhalingen leidt, wordt voorgesteld die bepaling te herwerken.

2. Naar de gemachtigde ambtenaar heeft verklaard, is het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid dat de chef van het laboratorium te Brussel moet afleggen, ondanks de gelijkenis in de bewoordingen, niet het examen tot vaststelling van de beroepsbekwaamheid waarvan het doel is omschreven in artikel 25 van het besluit van 20 juli 1964 betreffende de wervings- en loopbaanexamens van het Rijkspersoneel. Het ontwerp zegt niet waarin het examen bestaat ; dit behoort door de Koning te worden gedaan.

3. De term "chef van het laboratorium (academicus) te Brussel" kan verwarring stichten ; men gebruike liever de term die voorkomt in artikel 3 van het koninklijk besluit van 14 oktober 1966 (Belgisch Staatsblad van 22 oktober 1966). Die term zou moeten worden overgenomen in de overige bepalingen waar sprake is van die ambtenaar, onder meer in de bij ontwerp L.9811 gevoegde tabel.

4. Het ontwerp heeft uitwerking met ingang van 1 januar 1964. De reden van die terugwerking is des te minder duid wat artikel 1 betreft, daar volgens de gemachtigde ambter de betrekking van chef van het laboratorium te Brussel g titularis heeft.

Er is derhalve geen reden om af te wijken van de lijke regel dat koninklijke besluiten in geheel het Ri dend zijn de tiende dag na hun bekendmaking, tenzij ee termijn is gesteld. Artikel 3 van het ontwerp

De Raad van State stelt voor, de volgende wijzigingen aan te brengen in ontwerp L.9811.

AANHEF.

1° Rechtsgrond voor het ontwerp zijn de artikelen 1, 5 en 6 van de wet van 7 april 1919, waarnaar als volgt moet worden verwezen :

"Gelet op de wet van 7 april 1919 tot instelling van gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wet van 21 augustus 1948, en op de artikelen 5 en 6;".

2° Het koninklijk besluit van 28 januari 1956 - op een bepaling na die geen betrekking heeft op de bezoldigingsregeling - wordt door het ontwerp opgeheven ; het hoeft dus niet in de aanhef te worden vermeld.

3° Het akkoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting moet worden verkregen en met zijn datum worden vermeld.

Om de juiste strekking van het ontwerp beter te doen uitkomen, wordt voorgesteld de volgende considerans in de aanhef in te voegen :

"Overwegende dat in de bezoldigingsregeling van de gerechtelijke officieren en agenten de nodige wijzigingen moeten worden aangebracht om ze in overeenstemming te brengen met de nieuwe bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries, en dat de thans voor die officieren en agenten geldende regelen in één besluit moeten worden opgenomen ; ".

.../...

ARTIKELEN.

Artikel 1.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 28 januari 1956, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 april 1965, bepaalt :

"De regels van het geldelijk statuut van het personeel der Ministeries zijn van toepassing op de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten".

Het ligt niet in de bedoeling van de Regering de grond van die bepaling te wijzigen, zodat het niet aangewezen is, zoals het ontwerp doet, te verwijzen naar het koninklijk besluit van 22 juli 1964, maar wel de aangehaalde bepaling als zodanig over te nemen.

Artikel 9.

Deze bepaling ware beter op haar plaats in de bij het besluit gevoegde tabel ; zij zou daarin moeten voorkomen onder de rubriek betreffende de chef van het laboratorium voor wetenschappelijke politie te Brussel.

Een nieuw artikel 9 zou de overgangsbepaling die onder artikel 2 van ontwerp L.9812 staat, kunnen overnemen.

Artikel 10.

Dit artikel bepaalt dat het koninklijk besluit van 6 maart 1951 betreffende het in aanmerking nemen voor de vaststelling van de wedden van sommige categorieën van het Rijkspersoneel, van de diensten gepresteerd ingevolge een nietig verklaarde benoeming, ophoudt van toepassing te zijn op de gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten.

.../...

Dat besluit is opgeheven bij artikel 48, 7°, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, en de daarin behandelde stof is thans geregeld bij artikel 41 van het koninklijk besluit van 22 juli 1964, zodat artikel 10 van het ontwerp zou moeten vervallen.

Artikel 11.

Deze bepaling is in het besluit van 28 januari 1956 (artikel 13) ingevoegd ten einde de gerechtelijke officieren en agenten aan dezelfde regeling als het Rijkspersoneel te onderwerpen voor de toekenning van de haard- en standplaatstoelage. Ofschoon de Raad van State op die bepaling kritiek heeft uitgebracht, kon ze haar nut hebben ten tijde dat de algemene regeling inzake haard- en standplaatstoelage - koninklijk besluit van 16 maart 1950 - niet gold voor de gerechtelijke officieren en agenten. Dat is thans niet meer het geval, vermits het koninklijk besluit van 22 juli 1964 houdende toekenning van een haardtoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der Ministeries in artikel 1 bepaalt dat het van toepassing is op het personeel waarvoor de bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries geldt en zodoende de gerechtelijke officieren en agenten in zijn toepassingssfeer betrekt.

Artikel 11 van het ontwerp moet dus vervallen.

.../...

Artikelen 12 tot 14.

Onder voorbehoud van de hierna voorgestelde wijzigingen, zouden deze artikelen moeten voorkomen in een hoofdstuk III - Slotbepalingen, als de indeling in hoofdstukken wordt behouden (zie slotopmerking).

Artikel 13.

Volgens de gemachtigde ambtenaar bedoelt de Regering, het koninklijk besluit van 28 januari 1956 op te heffen met uitzondering evenwel van artikel 10 dat artikel 2 van het besluit van de Regent van 30 mei 1949 heeft vervangen door een nieuwe tekst die, in zijn huidige versie, niet alleen een 1°, 2° en 3°, maar ook een 4° omvat.

Die bedoeling zou beter tot uiting komen in de volgende tekst :

"Het koninklijk besluit van 28 januari 1956 houdende geldelijk statuut der gerechtelijke officieren en agenten bij de parketten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 juli 1957 en 29 april 1965, wordt opgeheven, met uitzondering van artikel 10".

Artikelen 12 en 14.

De Regering bedoelt de nieuwe bezoldigingsregeling voor gerechtelijke officieren en agenten te doen terugwerken tot dezelfde data als het besluit van 22 juli 1964 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der Ministeries.

.../...

Die bedoeling kan beter worden weergegeven door de volgende tekst :

"Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 augustus1964. Voor iedere maand begrepen tussen 1 juli 1962 en 31 juli 1964 is het evenwel van toepassing als de bezoldigingsregeling welke het vaststelt, aan de ambtenaar een netto-bezoldiging verleent die hoger is dan die welke hij genoot onder de bezoldigingsregeling vastgesteld bij het koninklijk besluit van 29 april 1965".

SLOTOPMERKING.

Het geringe aantal artikelen wettigt geen indeling in hoofdstukken.

La chambre était composée de			De kamer was samengesteld uit	
Messieurs : de Heren :	G. VAN BUNNEN,		conseiller d'Etat, staatsraad,	président, voorzitter,
	J. MASQUELIN,		conseillers d'Etat,	
Madame : Mevrouw :	G. CISELET,		staatsraden,	
Messieurs : de Heren :	G. ARONSTEIN, F. RIGAUX,		assesseurs de la section de législation, bijzitters van de afdeling wetgeving,	
	G. DE LEUZE,		greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier. griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. SAROT, substitut.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SAROT, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(get.) G. VAN BUNNEN.